Projet ANR/DFG *Territorium* 2009-2012. Espace et politique : perception et pratiques dans les royaumes francs et post-carolingiens du IX^e au XI^e siècle / Universités Paris-Est Marne la Vallée / Eberhard-Karl Tübingen, Geneviève Bühler-Thierry / Steffen Patzold

Geneviève Bühler-Thierry

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/446>

DOI : 10.4000/ifha.446

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2012

Pagination : 147-151

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Geneviève Bühler-Thierry, « Projet ANR/DFG *Territorium* 2009-2012. Espace et politique : perception et pratiques dans les royaumes francs et post-carolingiens du IX^e au XI^e siècle / Universités Paris-Est Marne la Vallée / Eberhard-Karl Tübingen, Geneviève Bühler-Thierry / Steffen Patzold », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 4 | 2012, mis en ligne le 14 février 2013, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/446> ; DOI : 10.4000/ifha.446

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

©IFHA

*Projet ANR/DFG Territorium
2009-2012. Espace et politique :
perception et pratiques dans les
royaumes francs et post-carolingiens du
IX^e au XI^e siècle / Universités Paris-Est
Marne la Vallée / Eberhard-Karl
Tübingen, Geneviève Bührer-Thierry /
Steffen Patzold*

Geneviève Bührer-Thierry

« *Territorium* » est un projet qui rassemble des médiévistes français et allemands autour de la thématique de la construction, mais surtout de la pratique et de la conception des territoires politiques entre le IX^e et le XI^e siècles, dans les régions issues de l'empire carolingien.

Les médiévistes français et allemands ont en effet une conception différente des relations entre territoire et pouvoir politique durant le haut Moyen Âge et le Moyen Âge central. Généralement, la recherche française part du principe que le pouvoir des rois, mais aussi des évêques et des puissants tels que les ducs et les comtes, était fondé dès le début du Xe siècle sur le principe territorial, qu'il reposait donc sur certains espaces avec des frontières plus ou moins bien définies. La recherche allemande en revanche prétend majoritairement que le processus de la territorialisation ne s'est manifesté qu'à partir du XII^e siècle, d'où a résulté, à la fin du Moyen Âge, une nouvelle relation entre pouvoir et territoire.

Ces deux conceptions différentes ont d'importantes conséquences au moins dans deux domaines de recherche actuels : elles ont une influence déterminante sur la vision que les recherches française et allemande se font de la structure étatique du royaume carolingien et des royaumes qui lui succéderont à l'est comme à l'ouest du Rhin jusqu'au XIIe siècle ; et elles influent sur les modèles d'après lesquels les médiévistes des deux pays décrivent la pratique politique du Moyen Âge.

Le projet franco-allemand que nous menons a pour objectif de définir plus précisément dans quelle mesure la diversité des conceptions historiques repose seulement sur des traditions historiographiques divergentes, et dans quelle mesure elle est fondée sur de véritables différences, à la fois dans les pratiques politiques et dans les représentations du monde. Pour répondre à ces questions, nous proposons de combiner deux méthodologies différentes : il s'agit d'une part d'analyser de manière comparative l'évolution des travaux allemands et français portant sur ce sujet depuis la fin du XIXe siècle, d'un point de vue historiographique et conceptuel. D'autre part des études régionales, menées de manière comparative et transnationale (concernant la Souabe et la Provence d'un côté, la Saxe et la Septimanie de l'autre) doivent permettre de savoir comment les contemporains ont constitué des espaces politiques significatifs à différents niveaux (principautés, duchés, comtés, vicomtés, etc.), en prenant en considération à la fois leurs actions, mais aussi la perception et l'interprétation qu'ils pouvaient donner de ces espaces. Pour réaliser ce projet, nous avons réuni une équipe qui forme une sorte de « noyau dur » : elle comprend, outre les deux professeurs porteurs du projet, trois chercheurs post-doctorants (sur un support de deux postes : Laurence Leleu et Miriam Czock/Albrecht Brendler), ainsi qu'un ingénieur de recherches (Jens Schneider), également spécialiste de la période et de l'histoire des territoires. Ce noyau dur est en charge d'une part de l'organisation matérielle de la coopération : rencontres, échanges des informations, publications papier et en-ligne..., et d'autre part de la réalisation de l'objectif majeur : publier un livre d'histoire comparée sur le sujet. Autour de ce noyau, un ensemble de chercheurs intéressés par ces thématiques ont accepté d'apporter leur expertise et se réunissent ponctuellement, à l'occasion de rencontres sous forme de colloque ou de journée d'études. Ces rencontres ne sont donc pas des fins en elles-mêmes, mais doivent permettre de nourrir la réflexion d'ensemble sur les deux volets du sujet : la partie historiographique et la partie d'histoire régionale.

Il nous a semblé qu'un des grands intérêts de ce projet, qui n'est pas franco-allemand seulement par l'origine des personnes et des institutions qui y participent mais aussi par son objet même, était d'apporter une réflexion nourrie sur le problème du comparatisme : c'est pourquoi nous avons jusqu'à présent privilégié des rencontres largement axées sur les questions méthodologiques soulevées par cette démarche. Une première rencontre dédiée à l'historiographie a ainsi fait appel à des chercheurs spécialistes d'autres espaces car la perspective comparatiste ne doit pas s'enfermer dans son objet propre mais implique aussi une ouverture vers d'autres régions¹. Nous avons également organisé un atelier autour de la question des sources des deux espaces méridionaux, Provence et Septimanie, en faisant appel à des chercheurs extérieurs spécialistes de cette documentation : la question posée ici est de savoir dans quel type de sources apparaissent les territoires et dans quelle mesure les différences de nature entre les sources envisagées peuvent conduire à gommer ou à amplifier le phénomène de construction des territoires politiques². L'ampleur et l'intérêt de ces questions méthodologiques nous ont conduit à organiser un colloque qui s'est tenu à Tübingen en novembre 2011 autour de cette

question de la comparaison³ : une comparaison régionale est-elle réalisable au regard des corpus de sources hétérogènes, et si oui, comment ? Alors que les chartes privées ont été transmises en grand nombre pour les espaces du Sud de la France, ce type de sources fait presque totalement défaut à l'est du Rhin ; à l'inverse, nous disposons de grands textes historiographiques rédigés en Saxe et en Souabe alors qu'ils sont quasi inexistants pour le sud de la France. Les premiers résultats des dépouillements concernant la Saxe et la Souabe et les problèmes méthodologiques qu'ils posent y ont été communiqués.

Nous sommes actuellement dans la dernière année du projet où doivent se concrétiser à la fois la publication du livre commun et un colloque terminal. Ce dernier aura lieu au printemps 2013 à Paris-Est/ Marne-la-Vallée et comprendra au moins trois grands volets : le premier instaurera un dialogue autour de la question des espaces et des territoires de pouvoir avec des chercheurs provenant d'autres sciences sociales, notamment des géographes et des sociologues ; le second invitera des médiévistes français et allemands, mais aussi éventuellement britanniques et nord-américains, spécialistes de ces problématiques, tandis que le troisième tentera la comparaison des résultats régionaux que nous aurons obtenus avec ceux dont on dispose pour d'autres régions. Le livre commun, qui sera nécessairement bilingue, devrait faire une grande place aux études monographiques et à la comparaison elle-même qui doit demeurer au centre du propos et comprendra également une partie historiographique.

La conduite d'un tel projet rencontre forcément des difficultés dont la moindre n'est pas le problème de la langue : même si tous les participants du « noyau dur » maîtrisent largement les deux langues, la difficulté inhérente à la traduction des concepts propres à chaque tradition historiographique demeure entière et les équivalents qu'on peut proposer ne sont pas toujours satisfaisants, sauf à fabriquer sans cesse des néologismes dans l'une et l'autre langue – ce qui pose d'ailleurs toujours moins de problème en allemand qu'en français⁴. En termes de publication, il n'est pas toujours simple non plus de trouver un éditeur qui accepte de publier des ouvrages dans les deux langues.

Cela suppose aussi d'élaborer une démarche commune, c'est-à-dire d'une part d'être capable de produire un questionnement commun, une sorte de catalogue de questions communes que chacun peut poser à ses sources et d'autre part, d'être capable de questionner les sources avec tous les outils conceptuels dont on dispose, en français comme en allemand. Or il nous est souvent apparu que la mise en œuvre de cette démarche commune n'était absolument pas « naturelle », alors même que les participants appartiennent aux mêmes générations et ont déjà eu l'occasion de travailler ensemble dans des programmes de recherche européens. Autrement dit, cette expérience de recherche montre qu'il n'est pas si facile de dépasser les paradigmes nationaux pour construire de nouvelles idées et de nouveaux concepts : non seulement parce que la « territorialisation » est un des paradigmes à la racine des États-Nations qui sont censés être sortis du partage de Verdun en 843, processus toujours décrit comme « territorial », mais aussi parce que les démarches de recherche en France et en Allemagne ne s'appuient ni sur les mêmes méthodes, ni sur le même arrière-plan historiographique et conceptuel. Certains écarts importants concernent d'une part la prégnance en Allemagne de la *Verfassungsgeschichte* qui, en France, reste cantonnée au domaine des historiens du droit, et d'autre part les divergences qui séparent l'histoire régionale française de la *Landesgeschichte* allemande.

À de multiples points de vue, la possibilité de réunir dans un même projet des chercheurs allemands et français apparaît donc comme extrêmement intéressante : nous avons

d'ailleurs été frappés par l'excellent accueil réservé à notre projet par tous les chercheurs auxquels nous avons fait ponctuellement appel et par les possibles synergies avec d'autres projets de recherche en cours. Une telle collaboration permet aussi aux jeunes chercheurs de se confronter à des méthodes, des traditions et des outils conceptuels nouveaux et d'acquérir ainsi un profil plus international. Plus largement, la coopération binationale représente l'un des moyens de la construction d'un véritable espace européen de la recherche qui permette la valorisation de chaque tradition nationale tout en la dépassant.

NOTES

1. Journée du 26 mars 2010, publiée en-ligne par l'université de Tübingen : <http://tobias-lib.uni-tuebingen.de/portal/territorium>
 2. Journée du 25 février 2011. On trouvera un compte-rendu de cet atelier autour des sources de Provence et Septimanie en français dans un numéro de 2012 des *Annales du Midi* et en allemand en ligne sur le site : <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/tagungsberichte/id=4256>.
 3. 3-4 novembre 2011, sous le titre : « Problèmes méthodologiques et possibilités d'un comparaison des espaces politiques en Allemagne et en France » qui sera publié en ligne et en trois langues : français, allemand, anglais par l'université de Tübingen.
 4. On rappellera à ce sujet l'intérêt du séminaire commun organisé par le CRIA (UMR 8131 CNRS-EHESS) et l'Institut historique allemand de Paris : « Les Mots de l'histoire : historiens allemands et français face à leurs concepts et à leurs outils. »
-

AUTEUR

GENEVIÈVE BÜHRER-THIERRY

Geneviève Bühler-Thierry est professeure à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée et directrice de l'équipe de recherches « Analyse Comparée des Pouvoirs – EA 3350 ».